

LE DROIT OUVRIER

ISSN 0222-4194

N. 858, Janvier 2020

[Solicitud de artículos a la Biblioteca](#)

DOCTRINE

François Desprez : Le rappel opportun par la Cour de cassation de l'office du juge pour l'application de l'infraction de risque causé à autrui – à propos l'arrêt de la chambre criminelle du 13 novembre 2019

Sébastien Ranc : L'entreprise dominante du comité de groupe : une holding française depuis l'étranger ? – à propos de l'arrêt de la chambre sociale du 14 novembre 2019

Hélène Viart : Validation d'un accord collectif minoritaire par référendum : les premières précisions de la Cour de cassation sur la procédure de consultation des salariés – à propos de l'arrêt de la chambre sociale du 9 octobre 2019

DOCUMENT

à propos du barème prud'homal

Argumentaire du Syndicat des Avocats de France contre le plafonnement des indemnités de licenciement sans cause réelle et sérieuse – 4^e version mise à jour

Voir également Conseil de prud'hommes de Bayonne (Sect. Industrie) 9 décembre 2019 (p.31)

JURISPRUDENCE

La transaction en période suspecte : un acte commutatif comme les autres ?
Regard critique sur la distribution de ce contentieux au juge de la procédure collective et l'attribution de son exercice au liquidateur

Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 juin 2019 – Note Claire Gallon (p.35)

Des soupçons raisonnables de vols peuvent justifier une vidéosurveillance secrète des caissières d'un supermarché

Cour européenne des droits de l'homme (Grande Ch.) 17 octobre 2019
– Note Michèle Bonnechère (p.39)

Le dispositif de sécurisation des conventions de forfait de l'article 12-1 de la loi travail : applicabilité strictement limitée aux accords révisés après l'entrée en vigueur de la loi

Cour de cassation (Ch. Soc.) 16 octobre 2019 – Note Marianne Girier-Timsit (p.56)